

Donald Trump envisage de faire saisir les machines à voter par l'armée

Article rédigé par 20 minutes, le 25 janvier 2022

Un projet de décret jamais signé a été transmis à la commission parlementaire qui enquête sur l'attaque du Capitole.

C'est un document explosif – qui explique peut-être pourquoi Donald Trump a tout fait pour qu'il reste secret. Selon un brouillon de décret présidentiel qu'il n'a finalement pas signé, un mois après [sa défaite à l'élection](#), Donald Trump a envisagé de demander à la garde nationale de saisir des machines à voter dans tout le pays, au nom d'une fraude [...]. Une décision qui aurait fait trembler la démocratie américaine et permis au locataire de la Maison Blanche rester en place deux mois de plus, au-delà de la passation du pouvoir prévue le 20 janvier.

[Révélé par le site Politico](#), ce projet de décret, provenant des Archives nationales, fait partie des 750 documents transmis à la commission parlementaire qui enquête sur l'attaque du Capitole après le feu vert donné par la Cour suprême mercredi.

Procureur spécial

« A compter d'aujourd'hui, le secrétaire à la Défense doit saisir, collecter, conserver et analyser toutes les machines, tous les équipements, toutes les informations stockées électroniquement » concernant l'élection, si besoin avec l'aide de la garde nationale, une force de réserve de l'armée américaine, stipule le texte.

Le projet de décret, rédigé le 16 décembre 2020, prévoyait de nommer un procureur spécial chargé de porter plainte pour toute allégation de fraude découlant des saisies. Et il laissait 60 jours au secrétaire à la Défense pour compiler un rapport, ce qui aurait suspendu la passation du pouvoir avec Joe Biden et permis à Donald Trump de rester en place jusqu'à la mi-février.

Propositions de Mike Flynn et Sidney Powell

Le projet de décret s'appuyait sur un rapport discrédité venant du Michigan pour affirmer qu'il y avait eu « une fraude systémique » et une « interférence étrangère » ayant exploité des failles supposées des machines à voter de l'entreprise Dominion Voting Systems. Cette théorie du complot [avait pourtant été balayée](#) trois semaines plus tôt par l'agence de cybersécurité et de sécurité des infrastructures. Le ministre de la Justice en personne, Bill Barr, avait déclaré qu'il n'y avait [aucune preuve de fraude massive](#) quelques jours plus tôt.

Retrouver l'intégralité de l'article en cliquant ici :

<https://www.20minutes.fr/monde/3221491-20220122-presidentielle-americaine-donald-trump-envisage-faire-si>